

Brochure n° 3133

Convention collective nationale

IDCC : 953. – **CHARCUTERIE DE DÉTAIL**

■ *Journal officiel* du 1^{er} janvier 2010

**Arrêté du 22 décembre 2009 portant extension d'avenants
à la convention collective nationale de la charcuterie de détail
(n° 953)**

NOR : MTST0931375A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 6 juin 1978 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
10 juillet 2009, portant extension de la convention collective nationale de la
charcuterie de détail du 1^{er} décembre 1977 et des textes qui l'ont modifiée
ou complétée ;

Vu l'avenant n° 3 du 16 avril 2009, relatif à l'indemnité de licenciement, à
la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 5 du 7 juillet 2009, relatif aux salariés sous contrat de
professionnalisation, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension formulée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 20 novembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
15 décembre 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la charcuterie de détail du 1^{er} décembre 1977, tel que modifié par l'avenant n° 113 du 4 avril 2007 portant réécriture de la convention collective nationale de la charcuterie de détail, les dispositions de :

- l'avenant n° 3 du 16 avril 2009, relatif à l'indemnité de licenciement, à la convention collective susvisée ;
- l'avenant n° 5 du 7 juillet 2009, relatif aux salariés sous contrat de professionnalisation, à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/44, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.